

**ARRETE PREFECTORAL N° 404 DU 5 AVR. 2022**  
portant prolongation d'une autorisation d'exploiter une carrière

Société RMG

Commune de Champdôtre (21130) – Lieu-dit « Pré Rusey »

Le Préfet de la Côte d'Or

**VISAS ET CONSIDÉRANTS**

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, L. 181-15, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-49 ;
- Vu** le décret n° 2018-900 du 22 octobre 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 modifié relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 autorisant la société ROGER MARTIN à exploiter une carrière à ciel ouvert située à Champdôtre ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 portant mutation de l'autorisation d'exploiter au profit de la société RMG ;
- Vu** le procès-verbal de récolement du 30 juillet 2015 établi en application de l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement, portant sur les parcelles n°644, 651 et 652, section D de la commune de Champdôtre – lieu-dit « Vie des As » ;

**Vu** le dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière de Champdôtre d'août 2003 ;

**Vu** la demande de prolongation de l'autorisation reçue en préfecture le 2 novembre 2021 présentée par RMG, complétée par courriels des 21 et 23 février 2022 ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 11 mai 2004 relatif à l'instruction de la demande d'autorisation de renouvellement et d'extension d'août 2003 susvisée ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 11 mars 2022 relatif à l'instruction de la demande de prolongation de l'autorisation ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 18 mars 2022 ;

**Vu** l'absence d'observation présentée par le demandeur sur ce projet d'arrêté ;

**Considérant** que la société RMG est autorisée à exploiter la carrière de Champdôtre, au lieu-dit « Pré Rusey », par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé, pour une durée de 19 ans ;

**Considérant** que la demande de prolongation de l'autorisation d'exploiter a été adressée au préfet par RMG plus de 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, et que par conséquent elle peut être établie conformément aux dispositions de l'article R 181-49 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la société RMG sollicite la prolongation de l'autorisation d'exploiter la carrière de Champdôtre – lieu-dit « Pré Rusey » du 15 juillet 2004 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 15 juillet 2026 ; que la poursuite de l'exploitation est prévue dans le périmètre déjà autorisé de la carrière ; qu'il n'y a pas d'extension géographique de la carrière ;

**Considérant** que la demande vise à terminer l'exploitation d'une partie du gisement dont l'exploitation a déjà été autorisée ; qu'il n'y a pas d'augmentation de la production ; qu'il n'y a pas d'extension de capacité ;

**Considérant** que la prolongation de l'autorisation dans les conditions prévues n'est pas de nature à entraîner des dangers ou des inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la prolongation de l'autorisation ne s'accompagne pas de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que la demande s'accompagne d'une modification du phasage d'exploitation nécessitant la mise à jour du calcul des garanties financières ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier de demande d'autorisation d'août 2003, et telles qu'elles sont définies par l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière et des autres installations pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

**Considérant** que suite à la modification de la nomenclature des installations classées par le décret du 22 octobre 2018 susvisé, les installations de traitement exploitées par la société RMG relèvent du régime de l'enregistrement ; qu'il convient donc de mettre à jour le tableau de classement ICPE de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé ;

**Considérant** que suite à une modification du plan cadastral, les références cadastrales des parcelles situées dans le périmètre autorisé ont été modifiées et doivent être mises à jour ;

**Considérant** que suite au procès-verbal de récolement du 30 juillet 2015 susvisé, le périmètre d'exploitation a été réduit et doit être mis à jour, de même que le gisement correspondant ;

**Considérant** que le piézomètre de suivi existant n'est pas situé en amont hydraulique de la zone en cours d'exploitation ; que l'exploitant souhaite s'appuyer sur un ouvrage existant pour le suivi des eaux souterraines ; que, sous réserve de l'accord de l'exploitant de l'ouvrage concerné, cela est envisageable dans la mesure où l'exploitant est en mesure de justifier la pertinence de l'ouvrage utilisé ;

**Considérant** que la position du point de rejet du séparateur hydrocarbures définie à l'article 26.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé n'est pas annexée à l'arrêté, ni au rapport de l'inspection du 11 mai 2004, ni dans le dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière d'août 2003 ; que par conséquent elle n'a pas pu être retrouvée ; que dans ces conditions, il convient d'adapter les dispositions de l'article 26.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Description des installations**

Les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« 2.1. Une carrière à ciel ouvert, d'une superficie totale de 11 ha 24 a 30 ca sur les parcelles énumérées par le tableau ci-dessous et siège d'un gisement de 635 500 t.

Commune	Section	Références cadastrales à la date d'autorisation	Nouvelles références cadastrales	Surface autorisée
CHAMPDOTRE	ZP	26	26	1 ha 63 a 70 ca
		27	27	3 ha 39 a 00 ca
		29	29	1 ha 54 a 70 ca
		30	30	57 a 50 ca
		31	92 93	4 ha 09 a 40 ca

La surface autorisée inclut les zones de protection définies à l'article 19, elle correspond à la surface à remettre en état.

La carrière est destinée à l'extraction de matériaux alluvionnaires à raison d'une production brute annuelle maximale de 50 000 t. »

Le plan figurant en annexe 1 au présent arrêté est ajouté en annexe 4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé.

### **Article 2 : Actualisation du tableau des rubriques de la nomenclature**

Le tableau de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé est remplacé par le suivant :

Rubrique	Désignation	Capacité	Régime
2510-1	Exploitation de carrière	11 ha 24 a 30 ca	A
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	239 kW	E

\* : A : autorisation ; E : enregistrement

### **Article 3 : Prolongation de la durée d'exploitation**

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est accordée pour une durée de 22 années à compter de la date de signature du présent arrêté. Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction des matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance du présent arrêté. En tout état de cause, la notification de fin de travaux, après remise en état, devra parvenir en préfecture six mois avant l'échéance de l'autorisation. »

### **Article 4 : Garanties financières**

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Selon les modalités définies à l'article 22, l'exploitation se déroule en 5 phases successives, la remise en état est strictement coordonnée à l'avancement des extractions. »

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site visant à une insertion satisfaisante à un moment quelconque au cours de l'exploitation. Il est fixé comme suit :

Périodes considérées	Montants (en euros TTC)
Phase 5 – 2022 jusqu'à la levée des garanties financières	138 739

Les garanties financières sont données pour une période d'une durée de cinq ans au moins. »

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Au moins tous les 5 ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 118,8 correspondant au mois de novembre de l'année 2021 (coefficient de raccordement 6,5345).

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. »

## **Article 5 : Attestation de constitution des garanties financières**

Le document attestant la constitution des garanties financières prévues pour la phase 5 à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2014 susvisé modifié par le présent arrêté, est transmis au préfet dans un délai de 3 mois.

## **Article 6 : Autres aménagements préalables**

Les dispositions de l'article 16 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« Un piézomètre est implanté en amont du site. L'exploitant peut recourir à un ouvrage existant, sous réserve de l'accord de son gestionnaire, et dans la mesure où il est en capacité d'en justifier la pertinence.

Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant la pertinence de la localisation de l'ouvrage utilisé.

Toute référence au piézomètre visé au présent article dans le présent arrêté est remplacée par la référence au piézomètre ou à l'ouvrage existant visés au premier alinéa. »

## **Article 7 : Phasage**

Les dispositions de l'article 22.3 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé sont complétées par une cinquième phase d'exploitation.

L'alinéa suivant est ajouté après l'alinéa relatif à la phase 4 :

« Phase 5 : l'extraction s'effectue en direction du Sud-Est à l'emplacement des surfaces utilisées pour les installations. »

La ligne suivante est ajoutée à la fin du tableau :

Phase	Surface extraite	Volume du gisement (m3)
5	27 000 m2	94 000

Le plan joint en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé est remplacé par le plan figurant en annexe 2 au présent arrêté.

## **Article 8 : Points de rejet**

Les dispositions de l'article 26.2 de l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2004 susvisé sont remplacées par les suivantes :

« L'eau en sortie du décanteur déshuileur est rejetée au pied de l'aire étanche.

Les sanitaires présents sur la carrière fonctionnent de manière autonome. »

## **Article 9 : Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société RMG.

#### **Article 10 : Voies et délais de recours**

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte lui a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 11 : Exécution**

Le secrétaire général de la Préfecture de la Côte d'Or, le maire de Champdôtre et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société RMG par lettre recommandée avec avis de réception.

LE PREFET  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

SIGNE

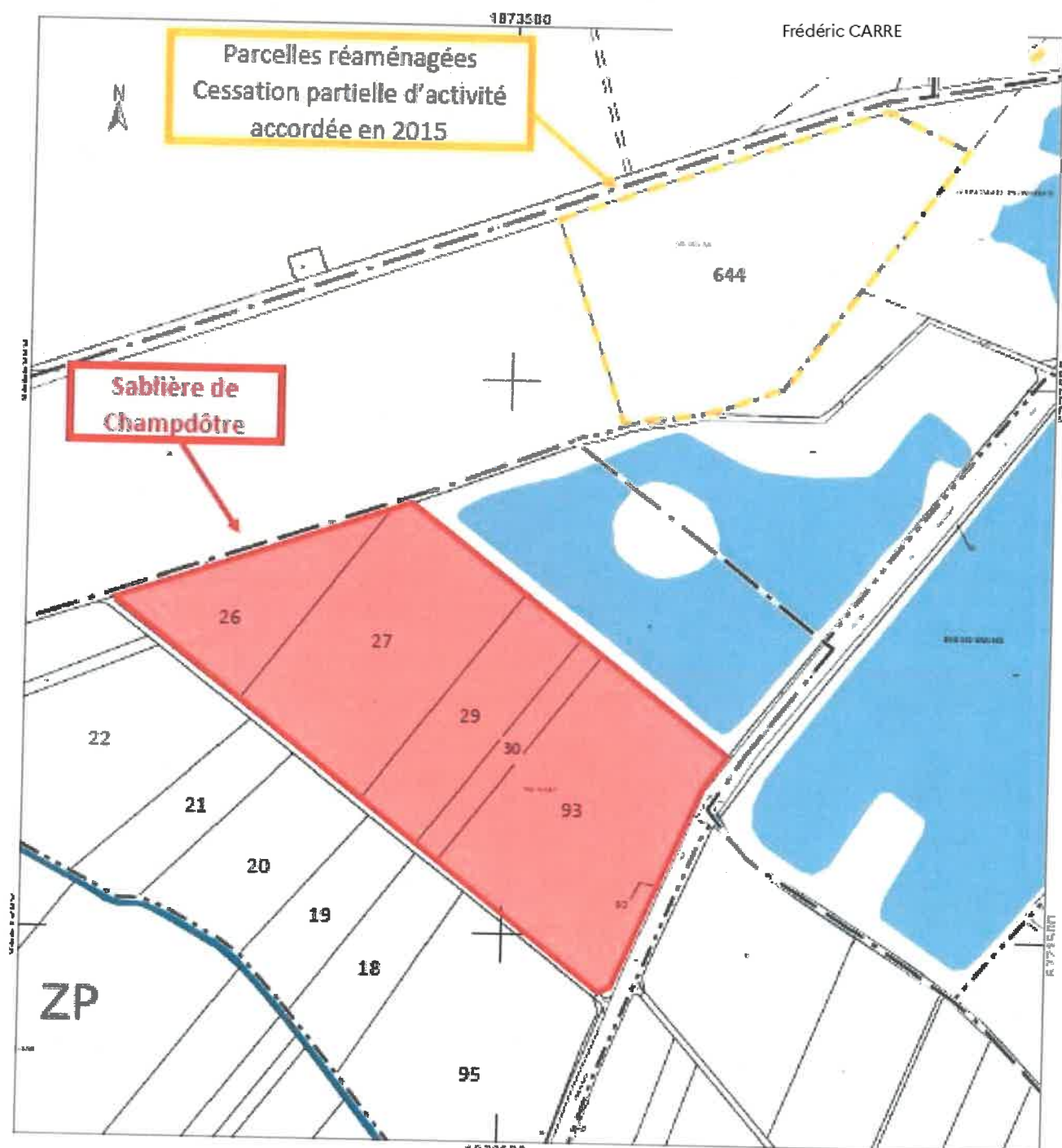
Frédéric CARRE

## Annexe 1 – Plan parcellaire

VU POUR ETRE ANNEXE  
A L'ARRETE PREFECTORAL N° *404* DU *05/04/22*

LE PREFET  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

SIGNE  
Frédéric CARRE





## Annexe 2 – Plan de phasage



VU POUR ETRE ANNEXE  
A L'ARRETE PREFECTORAL N°404 DU 5/04/22

LE PREFET  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

SIGNE

Frédéric CARRE